

Questions orales

Je souhaite l'adresser à la ministre du Commerce extérieur. A en croire une étude effectuée par Statistique Canada et publiée il y a un peu plus d'une heure à Edmonton, entre 1978 et 1985, pour chaque milliard de dollars de profits, les entreprises canadiennes ont créé 5 700 nouveaux emplois. Au cours de la même période, pour la même somme, les sociétés américaines en ont créé au total 17.

Étant donné ces chiffres alarmants, ne convient-il pas, plus qu'à jamais, d'accroître notre surveillance des activités des entreprises étrangères au Canada au lieu de renoncer à notre souveraineté dans ce domaine?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, nous ne renonçons pas à notre souveraineté dans ce domaine. Nous continuerons de contrôler les investissements directs et de les accueillir avec plaisir. Vous vous souvenez sans doute qu'à notre arrivée au pouvoir, nous avons remplacé l'Agence d'examen de l'investissement étranger par Investissement Canada et modifié les seuils. On a assisté par la suite à des investissements records. Nous modifions à nouveau ces seuils.

Je ne suis pas au courant de l'étude dont parle le député, mais je peux lui faire part de chiffres différents. Nous avons créé un million de nouveaux emplois depuis notre arrivée au pouvoir et l'année dernière, des investissements records de 6 milliards de dollars ont été effectués au Canada. Manifestement, il y a un lien entre ces deux chiffres.

● (1430)

L'ÉTUDE DE STATISTIQUE CANADA

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, si la ministre veut bien examiner les données publiées par un autre ministère, elle comprendra que c'est là précisément le problème. Les entreprises canadiennes qui réalisent des bénéfices les réinvestissent effectivement au pays, mais les entreprises étrangères, pour la grande majorité, les exportent à l'étranger. Voilà le problème

Des voix: Bravo!

Une voix: Vous n'y comprenez rien.

M. Gustafson: Et à Oshawa?

M. Masse: C'est très bien pour Oshawa mais pour nulle part ailleurs.

M. Crosbie: Des âneries d'Oshawa.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je donne la parole au député d'Oshawa.

M. Broadbent: Certains de nos collègues d'en face parlent d'Oshawa. Si l'on investit à Oshawa, c'est que nous avons insisté pour qu'on observe certains critères de rendement dans l'Accord canado-américain sur l'automobile.

M. Masse: Qu'entendez-vous par «nous»?

M. Broadbent: Le ministre sait-il...

M. Shields: C'est Bob White qui tire les ficelles.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Siddon: Il dénature les statistiques.

M. le Président: Les ministériels s'attendent à ce que les députés de l'opposition aient la courtoisie de laisser les ministres répondre. J'espère que l'on témoignera la même courtoisie au chef du Nouveau parti démocratique qui pose une question.

M. Broadbent: Monsieur le Président, je comprends qu'ils soient un peu chatouilleux ces jours-ci.

La ministre sait-elle que d'après la même étude effectuée par Statistique Canada, au cours de la même période de sept ans soit de 1978 à 1985, plus de 99 p. 100 des nouveaux emplois au Canada ont été créés par des sociétés canadiennes? Si elle le sait, pourquoi est-elle disposée à renoncer aux moyens de contrôle dont nous disposons actuellement sur les sociétés étrangères et leurs activités? Pourquoi n'accroît-elle pas la souveraineté canadienne dans ce domaine au lieu de la réduire?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, il se pourrait que 99 p. 100 de ces emplois aient été créés par des sociétés canadiennes parce que justement il s'agit du Canada et que celles-ci sont les principaux employeurs, ce dont le député ne semble pas s'être rendu compte.

Notre accord de libre-échange avec les États-Unis a pour but de rendre ces sociétés canadiennes encore plus fortes, de leur fournir des marchés plus importants et plus sûrs pour qu'elles puissent employer encore plus de Canadiens.

[Français]

LE CONTRÔLE DES INVESTISSEMENTS AMÉRICAINS AU CANADA—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, selon des chiffres de Statistique Canada, pendant les dernières sept années, les sociétés canadiennes, surtout les PME, ont produit 99 p. 100 des nouveaux emplois, et les sociétés américaines, pendant la même période, en ont produit moins de 1 p. 100.

La question est très simple. Pourquoi le gouvernement conservateur a-t-il accepté d'abolir notre droit souverain de contrôler les investissements américains au Canada?

[Traduction]

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, naturellement le député n'a fait que répéter la même question. Ma réponse reste la même.